

Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 1980 tot vaststelling van het gewestplan Philippeville-Couvin;  
Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 waarbij vastgesteld wordt dat het aange-  
wezen is het gewestplan Philippeville-Couvin te wijzigen ten einde het onderzoeksgebied van het Eau Noirewa-  
tervlak welk uitgestrekt is op het grondgebied van de gemeente Couvin en de aan dit gebied verbonden bijzondere  
voorschriften af te schaffen;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening van 16 juni 1987;

Overwegende dat de inschrijving in het gewestplan Philippeville-Couvin van een onderzoeksgebied van een  
watervlakte niet meer gerechtvaardigd is, rekening houdend met het afstand doen van het stuwdamontwerp op  
de Eau Noire;

Overwegende dat bij gevolg het van belang is de erfdiensbaarheden die op het in dit grondgebied begrepen  
gebied drukken op te heffen;

Overwegende dat deze wijziging in overeenstemming is met de hierboven vermelde besluiten en rekening  
houdt met de ordeningsopties die er geuit zijn;

Overwegende dat de in de wijziging opgenomen ordeningsopties dewelke bepaald werden tijdens de voorbe-  
reiding van het gewestplan niet opnieuw afwegen, dat zij de goede ordening van de plekken eerbiedigt;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 gewij-  
zigd door artikel 18 van de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door de nood de eigenaars van woningen waarop, sinds  
vele jaren, een verbod gelegd werd toe te laten alle onderhouds- of verbeteringswerken uit te voeren ten einde de  
verkoopwaarde van de onroerende goederen te verhogen;

Op voordracht van zijn Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

Besluit :

**Artikel 1.** De wijziging van de kaarten 57/8, 62/3, 62/4 van het gewestplan Philippeville-Couvin houdende de  
afschaffing van het onderzoeksgebied van het Eau Noirewatervlak is tijdelijk vastgesteld in overeenstemming  
met het hierbij gevoegd plan.

**Art. 2.** De Gouverneur van de provincie Namen wordt belast met de zorg het openbaar onderzoek in te stellen  
betreffende deze tijdelijke vastgestelde wijziging.

**Art. 3.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Ruimtelijke Ordening behoort is belast  
met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 oktober 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën,  
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

F. 87 — 2280

15 OCTOBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux missions, à l'organisation, au financement  
et à la gestion du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et  
des pompages d'eau souterraine

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des  
pompages d'eau souterraine, notamment les articles 8 à 15 et 21;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région  
wallonne,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Décret » : le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et  
des pompages d'eau souterraine.

2° « Administration » : L'Inspection générale de l'Eau auprès de la Direction générale des ressources natu-  
relles et de l'Environnement;

3° « Ministre » : Le membre de l'Exécutif régional wallon qui a la production et la distribution d'eau dans ses  
attributions.

#### CHAPITRE II. — Missions du fonds

**Art. 2.** Le Fonds ne consent d'avances que dans les limites et aux conditions définies par le présent chapitre.

**Art. 3. § 1er.** Dans le cas de dommages à des immeubles bâtis et à des fonds de terre, l'avance a pour objet les  
frais de remise en état des bâtiments et des fonds de terre.

Si le coût des travaux dépasse la moins-value du bien ou si les dégâts sont irréparables, le montant de  
l'avance ne peut excéder celui de la moins-value.

La moins-value s'entend de la différence entre la valeur vénale de l'immeuble au jour du constat qui est prévu à l'article 4 du décret et sa valeur avant le dommage. Il n'est pas tenu compte de la moins-value résultant de la seule localisation du bien en zone sinistrée.

§ 2. Dans le cas de dommages à des bâtiments industriels ou à des machines et installations incorporées à ces immeubles, l'avance n'est accordée que si les dégâts sont de nature à causer une diminution de l'activité de l'entreprise.

L'avance est soumise aux règles du § 1er.

Le montant accordé à titre d'avance ne peut excéder la valeur d'acquisition de ces immeubles, déduction faite des amortissements.

**Art. 4.** Dans le cas de dommages à la végétation, l'avance est destinée à indemniser en tout ou en partie la perte subie durant la période d'abaissement de la nappe, telle qu'elle est fixée par l'administration sur la base notamment des relevés piézométriques.

**Art. 5.** Dans le cas de préjudice causé par la non-occupation ou la non-utilisation de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation, l'avance a pour objet la perte de jouissance pendant la période normale de réparation ou de reconstruction.

La perte de jouissance est calculée d'après la valeur locative de l'immeuble sinistré.

**Art. 6.** Dans le cas de déménagement des occupants d'immeubles sinistrés, l'avance est destinée à couvrir en tout ou en partie les frais de déménagement sur la base de facture.

Dans le cas de relogement d'occupants d'immeubles sinistrés, l'avance est destinée à couvrir en tout ou en partie les frais d'hébergement pendant deux mois au maximum. Cette avance ne peut être cumulée avec l'avance prévue à l'article 5 du présent arrêté.

**Art. 7.** Le Fonds peut consentir une avance destinée à couvrir les états d'honoraires et frais, provisionnels ou définitifs, établis par les experts désignés par jugement.

Si le jugement intervient après l'introduction de la demande d'avance, une demande complémentaire peut être introduite.

**Art. 8.** Le montant de base du calcul de l'avance est déterminé en équité d'après les éléments constitutifs des dommages, tels qu'ils sont définis aux articles 3 à 7.

Le montant accordé à titre d'avance est égal au produit de ce montant de base, multiplié par le pourcentage maximum des responsabilités attribuées à l'ensemble des personnes citées en justice conformément à l'article 3 du décret, tel que ce pourcentage a été estimé par l'agent ou l'expert agréé lors du constat prévu à l'article 4 dudit décret.

**Art. 9.** Le Fonds est chargé de financer l'exécution des mesures et des études générales, commandées par le Ministre, en vue de prévenir et de limiter les dommages visés à l'article 1er, alinéa 1er du décret, à la condition que ces mesures et études concernent des prises d'eau souterraine projetées ou existantes dont la somme des débits autorisés, relatifs à une même nappe aquifère, est supérieure à deux millions de mètres cube d'eau par an.

Ces études générales doivent pouvoir servir de base à toute expertise qui serait établie lors d'une demande d'indemnisation.

Elles ne peuvent être confiées à des organismes intéressés par l'exploitation de la nappe aquifère étudiée.

### CHAPITRE III. — Procédure

**Art. 10.** Les demandes d'avance sont adressées au Secrétariat du Fonds.

Elles sont accompagnées des documents suivants :

1° Une copie, certifiée conforme par le greffe de la justice de paix, du procès-verbal de la comparution en conciliation, prévue à l'article 3 du décret;

2° L'original ou une copie certifiée conforme par le greffe de la justice de paix, de la citation en justice visée à l'article 3 du décret;

3° Une copie du constat des dommages, visé à l'article 4 du décret;

4° Un extrait, en double exemplaire, du plan cadastral indiquant la situation du bâtiment, du fond de terre ainsi qu'un extrait de la matrice cadastrale mentionnant le revenu cadastral du bâtiment ou du fond de terre;

5° Un extrait, en double exemplaire, de la carte topographique de la région à l'échelle de 1/10.000, indiquant la localisation du bâtiment ou du fond de terre;

6° En double exemplaire, les documents justificatifs éventuellement requis en application des articles 3 à 7, à savoir :

a) les pièces justifiant la diminution de l'activité de l'entreprise ainsi que la facture ou l'acte d'acquisition de ces biens, accompagnés du tableau d'amortissement;

b) le document justificatif des prix unitaires imputés et le document justificatif de la perte de production, lorsque la demande d'intervention vise la réparation des dommages à la végétation;

c) la facture justificative des frais de déménagement et le document justificatif des frais de relogement;

d) les états d'honoraires et de frais, provisionnels ou définitifs, établis par les experts visés à l'article 7.

En outre, l'intéressé peut produire tout document qu'il estime utile à l'instruction de son dossier.

**Art. 11.** Dans les quinze jours, le secrétaire du Fonds accuse réception de la demande, par pli recommandé à la poste.

S'il échet, l'accusé de réception indique les documents qui doivent être envoyés pour compléter le dossier.

**Art. 12. § 1er.** Dès que le dossier est complet, le secrétaire du Fonds rédige un rapport de synthèse, qui rencontre, notamment, les conclusions du constat visé à l'article 4 du décret.

L'avance est accordée par le Ministre sur la base du rapport rédigé par le secrétaire du Fonds.

Une copie de la décision du Ministre est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Un complément d'enquête peut être confié aux agents et experts visés à l'article 4 du décret par le Secrétaire du Fonds et par le Ministre.

Le rapport d'enquête complémentaire est déposé au secrétariat du Fonds par les agents et experts, dans les quarante jours de la notification de la décision qui les désigne.

§ 3. Une copie de la décision est notifiée à l'intéressé par envoi recommandé à la poste.

**Art. 13.** Lorsque l'avance est destinée à couvrir des frais de réparation, elle est liquidée sur production des factures relatives à l'exécution des travaux.

**Art. 14.** Lorsque l'avance est liquidée, le secrétaire du Fonds en avise immédiatement les parties citées conformément à l'article 3 du décret, par lettre recommandée à la poste.

**Art. 15.** Si l'avance est plus élevée que l'indemnité accordée par jugement définitif, la différence est remboursée au Fonds sans intérêts.

**Art. 16.** Le bénéficiaire de l'avance qui ne respecte pas le présent arrêté ou qui a fait de fausses déclarations a l'obligation de rembourser les sommes qu'il a reçues.

#### CHAPITRE V. — *Ressources du Fonds*

**Art. 17.** Les contributions au Fonds qui sont dues par les personnes visées à l'article 12, § 1er du décret, sont proportionnelles au volume d'eau souterraine prélevée.

Toutefois ce volume n'est pris en considération que pour les personnes qui exploitent des prises d'eaux souterraines dont le volume est supérieur à 100 000 mètres cube prélevé annuellement.

Celle-ci déclarent au début de chaque année, et pour le 30 mars au plus tard, la quantité d'eau souterraine prélevée au cours de l'année précédente. Cette déclaration est rédigée sur un formulaire qui doit être demandé à l'administration.

**Art. 18.** Les contributions sont calculées sur la base du volume d'eau souterraine prélevée au cours de l'année précédente.

Chaque année l'Exécutif fixe, pour l'année en cours le taux de la contribution par mètre cube prélevé, de manière à assurer le respect du principe consacré par l'article 21, alinéa 1<sup>o</sup>.

Une réserve de 100 Mios de francs sera constituée au cours des deux premières années, pour couvrir les dépenses imprévisibles que le Fonds serait amené à consentir.

**Art. 19.** Les contributions sont exigibles dans le mois suivant l'envoi, sous pli recommandé à la poste, par le Fonds, d'un avertissement de paiement.

Elles font l'objet de virements à un compte chèque postal domicilié au siège du Fonds.

#### CHAPITRE V. — *Gestion du Fonds*

**Art. 20.** Le siège du Fonds est celui de l'administration.

Le secrétaire et le comptable du Fonds sont désignés par l'Exécutif.

**Art. 21.** Le budget du Fonds assure l'équilibre entre les recettes et les dépenses en ce non compris la réserve visée à l'article 18.

Le Fonds ne recourt à l'emprunt à court terme qu'à titre supplétif et en cas d'insuffisance temporaire de ses disponibilités.

**Art. 22.** Les encaissements du Fonds se font à l'intervention de l'Office des chèques postaux.

**Art. 23.** Les opérations financières du Fonds sont enregistrées quotidiennement; il est tenu un livre-journal par type d'opération.

Ces opérations sont globalisées mensuellement dans un journal centralisateur qui fait apparaître les modifications de disponibilités qui en résultent. Dans le mois suivant la fin de chaque semestre, l'état de disponibilités et sa fluctuation par rapport au semestre précédent sont communiqués au Ministre et au Ministre ayant le budget dans ses attributions. Il est fourni une justification des fluctuations.

Pour le 31 mars de chaque année, le Fonds présente au Ministre et au Ministre du Budget un rapport annuel sur son activité au cours de l'année écoulée, ainsi qu'un bilan au 31 décembre de l'année précédente.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 24.** A la liquidation du Fonds national d'avance le Fonds assure les missions et obligations transférées à la Région.

Les dossiers transférés dont l'instruction n'est pas terminée sont complétés et traités conformément aux dispositions du présent arrêté.

Lorsque les conditions d'octroi de l'avance leur sont plus favorables en vertu du présent arrêté, les victimes peuvent introduire une demande complémentaire.

**Art. 25.** Le chapitre II et l'article 19 du décret ainsi que les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à la date à laquelle le transfert des missions et des obligations du Fonds national d'avances sera réalisé.

**Art. 26.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 octobre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures,  
des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés,  
Ch. AUBECQ

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Aménagement du Territoire,  
de l'Eau et de la Vie rurale,

A. LIENARD

## ÜBERSETZUNG

D. 87 — 2280

**15. OKTOBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Aufgaben, die Organisation, die Finanzmittel und die Verwaltung des Wallonischen Vorschussfonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden**

Aufgrund des Dekrets vom 11. Oktober 1985 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden, insbesondere der Artikeln 8bis, 15 und 21;

Aufgrund der Billigung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen**

**Artikel 1.** Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeutet :

1. « Dekret » : das Dekret vom 11. Oktober 1985 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden;
2. « Behörde » : die Generalinspektion des Wassers, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
3. « Minister » : das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten die Wasserbereitung und die Wasserversorgung gehören.

**KAPITEL II. — Aufgaben des Fonds**

**Art. 2.** Der Fonds bewilligt Vorschüsse ausschliesslich im Rahmen und innerhalb der im vorliegenden Kapitel festgelegten Bedingungen.

**Art. 3. § 1.** Bei Beschädigung von Gebäuden und Grundstücken dient der Fonds zur Finanzierung der Instandsetzungskosten für die Gebäude und Grundstücke.

Falls die Kosten der Instandsetzungsarbeiten die Wertminderung des Gutes übersteigen oder falls die Schäden nicht repariert werden können darf der Vorschuss die Wertminderung nicht übersteigen.

Unter Wertminderung ist der Unterschied zwischen dem Verkaufswert des unbeweglichen Gutes am Tage der in Artikel 4 vorgesehenen Erhebung und seinem Wert vor dem Schadensfall zu verstehen. Die Wertminderung, die sich aus der blossen Lokalisierung des Gutes in einem beschädigten Gebiet ergibt, kommt nicht in Betracht.

§ 2. Bei Beschädigung von Industriegebäuden, oder von Maschinen und Anlagen, die zu diesen Gebäuden gehören, wird der Vorschuss nur gewährt, soweit die Schäden einen Rückgang des Geschäftsbetriebs bewirken können.

Die Bewilligung des Vorschusses unterliegt den Bestimmungen des § 1;

Der als Vorschuss bewilligte Betrag darf den Anschaffungswert dieser Immobilien abzüglich der Abschreibungen nicht übersteigen.

**Art. 4.** Bei Pflanzenbeschädigung dient der Vorschuss zur vollständigen oder teilweisen Entschädigung des während des Absinkens des Grundwasserspiegels entstandenen Verlustes, so wie dieser von der Behörde insbesondere aufgrund piezometrischer Aufnahmen festgestellt worden ist.

**Art. 5.** Bei Nachteilen zufolge der Unbewohnbarkeit oder der Unbenutzbarkeit von Wohngebäuden, oder von Teilen von Wohngebäuden, dient der Vorschuss zur Deckung des Nutzungsverlustes während der normalen Instandsetzungs- und Wiederaufbauzeit.

Der Nutzungsverlust wird nach dem Mietwert des beschädigten Gebäudes berechnet.

**Art. 6.** Bei Umziehen von Bewohnern beschädigter Gebäude dient der Vorschuss zur vollständigen oder teilweisen Deckung der Umzugskosten auf der Grundlage einer Rechnung.

Bei Übersiedlung von Bewohnern beschädigter Wohnungen dient der Vorschuss zur vollständigen oder teilweisen Deckung der Kosten der Unterbringung im Hotel während einer Periode von höchstens zwei Monaten. Dieser Vorschuss darf nicht mit dem in Artikel 5 dieses Erlasses vorgesehenen Vorschuss kumuliert werden.

**Art. 7.** Der Fonds ist berechtigt, einen Vorschuss zur Deckung der vorläufigen oder endgültigen, von den durch Urteil bestimmten Sachverständigen festgesetzten Honorar- und Kostenaufstellungen zu bewilligen.

Ergeht das Urteil nach dem Antrag auf Vorschuss, so darf ein zusätzlicher Antrag gestellt werden.

**Art. 8.** Der Grundbetrag für die Berechnung des Vorschusses wird nach billigem Ermessen auf der Grundlage der schadensbildenden Elemente, so wie sie in den Artikeln 3 bis 7 festgesetzt sind, festgelegt.

Der als Vorschuss eingeräumte Betrag entspricht dem Produkt dieses Grundbetrages, multipliziert mit dem maximalen Vomhundertsatz der Verantwortungen, die sämtlichen gemäss Artikel 1 des Dekrets vor Gericht geladenen Personen zugeschoben worden sind, so wie dieser Vomhundertsatz von den bestellten Beamten und Sachverständigen bei der in Artikel 4 des besagten Erlasses vorgesehenen Erhebung ermittelt worden ist.

**Art. 9.** Der Fonds ist mit der Durchführung der Finanzierung der vom Minister veranlassten Massnahmen und allgemeinen Untersuchungen betraut, um die in Artikel 1, Absatz 1 des besagten Erlasses erwähnten Schäden zu verhüten und zu beschränken, vorausgesetzt, dass diese Massnahmen und Untersuchungen sich auf geplante oder ausgeführte Grundwasserableitungen bezieht, bei denen die Summe der zugesagten Abflussmengen aus demselben Grundwasserspiegel zwei Millionen Kubikmetern Wasser pro Jahr übersteigt.

Diese allgemeinen Untersuchungen müssen in der Lage sein, die Grundlage für jegliches bei einer Antragstellung auf Entschädigung erstellte Gutachten zu bilden.

Sie dürfen Einrichtungen, die an der Bewirtschaftung des untersuchten Grundwassers interessiert sind, nicht anvertraut werden.

**KAPITEL III. — Verfahrensweise**

**Art. 10.** Die Anträge auf Vorschüsse sind bei dem Sekretariat des Fonds einzureichen. Ihnen sind folgende Unterlagen beizufügen :

1. Eine von der Geschäftsstelle des Friedensgerichts beglaubigte Ablichtung des Protokolls des in Artikel 3 des Dekrets bezeichneten Erscheinens zum Sühneversuch;

2. Die Urschrift oder eine von der Geschäftsstelle des Friedensgerichts beglaubigte Ablichtung der in Artikel 3 des Dekrets erwähnten Vorladung;

3. Eine Ablichtung der Schadenserhebung gemäss Artikel 4 des Dekrets;

4. Ein Auszug, in zwei Exemplaren, aus dem Katasterplan mit Angabe der Lage des Gebäudes, des Grundstücks, sowie ein Auszug aus der Grundsteuerrolle mit Angabe des Katastereinkommens des Gebäude bzw. des Grundstücks;

5. Ein Auszug, in zwei Exemplaren, aus der Geländekarte des Gebiets im Maßstab 1/10.000 mit Angabe der Lage des Gebäudes bzw. des Grundstücks;

6. In zwei Exemplaren, die gemäss Artikeln 3 bis 7 eventuell erforderlichen Belege und nämlich :

a) die Unterlagen zur Rechtfertigung des Rückgangs des Betriebsgewerbes sowie die Rechnung bzw. die Anschaffungsurkunde für diese Güter, mit der Abschreibungstabelle;

b) die Belege für die angerechneten Einheitspreise und für die Produktionseinbusse wenn der Antrag auf Beihilfe sich auf die Entschädigung von Pflanzenschäden bezieht;

c) der Beleg für die Umzugskosten und der Beleg für die Übersiedlungskosten;

d) die von den in Artikel 7 bezeichneten Sachverständigen festgelegten vorläufigen oder endgültigen Honorar- und Kostenaufstellungen.

Ferner steht es dem Betroffenen zu, jegliche von ihm zur Bearbeitung seine Akte für notwendig geachtete Unterlage jederzeit vorzulegen.

**Art. 11.** Innerhalb von vierzehn Tagen bestätigt der Sekretär des Fonds den Eingang des Antrags per eingeschriebenem Brief.

Eventuell werden die Unterlagen, die dem Antrag noch beizufügen sind, im Bestätigungsschreiben angegeben.

**Art. 12. § 1.** Sobald alle Aktenstücke vorhanden sind, schreibt der Sekretär des Fonds einen zusammenfassenden Bericht, der u.a. die Ergebnisse der Erhebung gemäss Artikel 4 des Dekrets umfasst;

Der Vorschuss wird vom Minister auf der Grundlage des Berichts des Sekretärs des Fonds bewilligt.

Eine Abschrift der Entscheidung des Ministers wird dem Betroffenen per Einschreiben zugestellt.

§ 2. Der Sekretär des Fonds und der Minister können die in Artikel 4 bestimmten Beamten und Sachverständigen mit der Durchführung ergänzender Untersuchungen betrauen.

Die Beamten und Sachverständigen legen den ergänzenden Untersuchungsbericht beim Sekretariat des Fonds innerhalb von vierzig Tagen nach der Zustellung der Entscheidung, durch die sie bestellt wurden, vor.

Eine Abschrift der Entscheidung wird dem Betroffenen per Einschreiben zugestellt.

**Art. 13.** Dient der Vorschuss zur Deckung der Instandsetzungskosten, so wird er gegen Vorlage der Rechnungen bezüglich der Ausführung der Arbeiten ausgeschüttet.

**Art. 14.** Wenn der Vorschuss ausgeschüttet worden ist, teilt der Sekretär des Fonds es unmittelbar den gemäss Artikel 3 vorgeladenen Parteien per Einschreiben mit.

**Art. 15.** Übersteigt der Vorschuss die durch das Urteil bewilligte Entschädigung, so ist der Unterschied zinslos dem Fonds zurückzuerstatten.

**Art. 16.** Der Begünstigte des Vorschusses, der den vorliegenden Erlass nicht beachtet oder falsche Erklärungen abgegeben hat, ist verpflichtet, die eingeräumten Beträge zurückzuerstatten.

#### KAPITEL V. — *Finanzmittel des Fonds*

**Art. 17.** Die Steuerabgaben zur Finanzierung des Fonds, die von den in Artikel 12 § 1 des Dekrets genannten Personen geschuldet sind, stehen im Verhältnis zum entnommenen Grundwasservolumen.

Dieses Volumen wird jedoch nur für Personen berücksichtigt, die Eigentümer von Grundwasserableitungen sind, bei denen das jährlich abgeleitete Volumen 100.000 Kubikmetern überschreitet.

Diese geben am Anfang jedes Jahres und spätestens bis zum 30. März die im Laufe des vorigen Jahres entnommene Grundwassermenge an. Diese Erklärung wird auf einem bei der Behörde zu erhaltenden Formular abgegeben.

**Art. 18.** Die Steuerabgaben werden auf der Grundlage des im Laufe des vorigen Jahres abgeleiteten Grundwasservolumens berechnet.

Jedes Jahr bestimmt die Exekutive den Abgabesatz pro jedem entnommenen Kubikmeter für das laufende Jahr, um die Einhaltung des in Artikel 21, Absatz 1, verankerten Prinzip zu gewährleisten.

Eine Rücklage in Höhe von 1 Million Francs wird im Laufe der zwei ersten Jahre gebildet, um die unvorhersehbaren Ausgaben, die der Fonds machen könnte, zu decken.

**Art. 19.** Die Steuerabgaben sind innerhalb von einem Monat nach Zustellung durch den Fonds einer eingeschriebenen Verwarnung fällig.

Sie müssen durch Überweisung auf ein beim Sitz des Fonds domiziliertes Postscheckkonto erfolgen.

#### KAPITEL VI. — *Verwaltung des Fonds*

**Art. 20.** Der Sitz des Fonds ist der Sitz der Behörde. Der Sekretär und der Rechnungsführer des Fonds werden von der Exekutive bestellt.

**Art. 21.** Im Haushaltplan wird das Gleichgewicht zwischen Einnahmen und Ausgaben sichergestellt, wobei die in Artikel 18 bezeichnete Rücklage nicht berücksichtigt wird.

Der Fonds greift auf kurzfristige Anleihen nur behelfsmässig bei zeitweiliger Unzulänglichkeit seiner Geldbestände zurück.

**Art. 22.** Die Zahlungseingänge des Fonds erfolgen über das Postscheckamt.

**Art. 23.** Die Finanzgeschäfte des Fonds werden täglich erfasst. Es wird nach jeder Geschäftsart ein Journal geführt. Diese Geschäfte werden monatlich in einem Sammeljournal, in dem die aus den Finanzgeschäften resultierenden Änderungen der Geldbestände eingetragen sind, pauschaliert.

Innerhalb von einem Monat nach jedem Semesterende werden die finanzielle Lage und ihre Änderungen dem vorigen Semester gegenüber dem Minister sowie dem Minister, zu dessen Zuständigkeiten der Haushalt gehört, übermittelt. Ein Nachweis für die Änderungen wird beigelegt.

Jedes Jahr, und zwar bis zum 31. März, legt der Fonds dem Minister und dem Haushaltsminister einen Jahresbericht über seine Tätigkeiten im Laufe des abgelaufenen Jahres, sowie eine Bilanz am 31. Dezember des vorigen Jahres vor.

#### KAPITEL VI. — *Vorübergehende und endgültige Massnahmen*

**Art. 24.** Bei der Auflösung des Nationalen Vorschussfonds übernimmt der Fonds die auf die Region übertragenen Aufgaben und Verpflichtungen.

Die übertragenen Akten, deren Bearbeitung nicht beendet ist, werden in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses ergänzt und behandelt.

Wenn die Voraussetzungen zur Erhaltung des Vorschusses kraft vorliegenden Erlasses für die Opfern von Schäden günstiger sind, steht es diesen zu, einen zusätzlichen Antrag zu stellen.

**Art. 25.** Kapitel II und Artikel 19 des Dekrets sowie die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses treten am Tage der Übertragung der Aufgaben und Pflichten des Nationalen Vorschussfonds in Kraft.

**Art. 26.** Der Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 15. Oktober 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit den Neuen Technologien,  
den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Subventionierten Arbeiten,  
Ch. AUBECQ

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

#### VERTALING

N. 87 — 2280

**15 OKTOBER 1987.** — **Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de opdrachten, de organisatie, de financiering en het beheer van het Waalse Fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door de grondwaterwinning en pomping**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het dekreet van 11 oktober 1985 houdende het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompingen, inzonderheid op de artikelen 8 tot 15 en 21;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven voor het Waalse Gewest,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Dekreet » : het dekreet van 11 oktober 1985 houdende het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompingen;

2° « Bestuur » : de Algemene Inspectie van Water bij de Algemene Directie van de Natuurlijke Hulpbronnen en het Leefmilieu;

3° « Minister » : de Minister van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de waterproductie en -verzorging behoort.

#### HOOFDSTUK. — *Opdrachten van het Fonds*

**Art. 2.** Het Fonds staat voorschotten toe enkel binnen de grenzen en aan de voorwaarden bepaald in dit hoofdstuk.

**Art. 3. § 1.** In geval van schade aan gebouwde panden en aan grondstukken heeft het voorschot betrekking op de herstelkosten van de panden en grondstukken. Indien het bedrag van de werken hoger is dan de waardevermindering van het goed of indien de schade onherstelbaar is, mag het bedrag van het voorschot niet hoger zijn dan dat van de waardevermindering.

De waardevermindering is te begrijpen als het verschil tussen de verkoopwaarde van het pand op de dag van de vaststelling voorzien in artikel 4 van het decreet en zijn waarde vóór de schade. Er wordt geen rekening gehouden met de waardevermindering welke het enig gevolg is van de plaatsbepaling van het goed in het geteisterd gebied.

§ 2. In geval van schade aan industriële gebouwen of aan machines en installaties geïncorporeerd in deze gebouwen wordt het voorschot toegestaan enkel indien de schade van aard is een vermindering van de bedrijfsactiviteit te veroorzaken.

Het voorschot is onderworpen aan de regels van § 1.

Het bedrag toegestaan als voorschot mag de aankoopwaarde van deze gebouwen niet overschrijden, na aftrek van de afschrijvingen.

**Art. 4.** In geval van schade aan het plantleven is het voorschot bestemd voor het vergoeden geheel of ten dele van het geleden verlies tijdens de duur van het dalen van de grondwaterlaag zoals het vastgesteld is door het bestuur op basis namelijk van piezometrische metingen.

**Art. 5.** In geval van nadeel veroorzaakt door de niet-bezetting of niet-gebruik van heel of een deel van een gebouw bestemd voor woning is het voorschot bestemd voor het verlies van het genot tijdens de normale duur van de herstelling of van de herbouwing.

Het verlies van het genot wordt berekend volgens de huurwaarde van het geteisterd gebouw.

**Art. 6.** In geval van de verhuis van de bewoners van geteisterde gebouwen is het voorschot bestemd om de verhuiskosten geheel of ten dele te dekken op basis van de faktuur.

In geval van herhuisvesting van de bewoners van geteisterde gebouwen is het voorschot bestemd om de herbergeringskosten tijdens maximum twee maanden geheel of ten dele te dekken. Dit voorschot mag niet gecumuleerd worden met het in artikel 5 van dit besluit voorziene voorschot.

**Art. 7.** Het Fonds kan een voorschot toestaan bestemd om de erelonen en kosten, provisioneel of definitief, opgesteld door de bij vonnis aangeduide deskundige te dekken.

Indien het vonnis volgt na de indiening van de voorschotaanvraag, kan een bijkomende aanvraag ingediend worden.

**Art. 8.** Het basisbedrag voor het berekenen van het voorschot wordt naar billijkheid bepaald volgens de samenstellende elementen van de schade zoals zij in artikelen 3 tot 7 bepaald zijn.

Het als voorschot toegestaan bedrag is gelijk aan het product van dit basisbedrag, vermenigvuldigd door het maximum percentage van de verantwoordelijkheden toegekend aan het geheel van personen in rechte gedagvaard overeenkomstig artikel 3 van het dekreet, zoals dit percentage door de ambtenaar of de erkende deskundige geschat werd tijdens de in artikel 4 van het voormeld dekreet voorziene vaststelling.

**Art. 9.** Het Fonds is belast met de financiering van de uitvoering van de algemene maatregelen en studies, gevorderd door de Minister, om de in artikel 1, 1e lid van het dekreet bedoelde schade te voorkomen en te beperken op de voorwaarde dat deze maatregelen en studies betrekking hebben op beraamde of bestaande grondwaterwinningen waarvan de som van de toegelaten afvloeiingsvermogens betreffende éénzelfde grondwaterlaag hoger is dan twee miljoen m<sup>3</sup> per jaar.

Deze algemene studies moeten als basis kunnen dienen voor elk onderzoek dat ingesteld zou worden bij een aanvraag tot vergoeding.

Zij mogen niet toevertrouwd worden aan instellingen die belang hebben in de uitbating van de bestudeerde grondwaterlaag.

### HOOFDSTUK III. — Procedure

**Art. 10.** De voorschotaanvragen worden aan het Secretariaat van het Fonds gericht. Zij worden aangevuld door de volgende stukken :

1° een afschrift, eensluidend verklaard door de griffie van het vredegerecht, van het proces-verbaal van het verschijnen tot minnelijke schikking, voorzien door artikel 3 van het dekreet;

2° het origineel of het door de griffie van het vredegerecht eensluidend verklaard afschrift van de in artikel 3 van het dekreet bedoelde dagvaarding;

3° een afschrift van de vaststelling van de schade, bedoeld in artikel 4 van het dekreet;

4° een uittreksel, in dubbel exemplaar, van het kadastraal plan dat de ligging van het pand, van het grondstuk aanduidt evenals een uittreksel van de kadastrale legger dat het kadastrale inkomen van het pand of van het grondstuk aanduidt;

5° een uittreksel, in dubbel exemplaar, van de topografische kaart van de strêek op de schaal van 1/10.000 dat de ligging van het pand of van het grondstuk aanduidt;

6° in dubbel exemplaar, de bewijsstukken eventueel geëist in toepassing van de artikelen 3 tot 7, met name :

a) de stukken die de vermindering van de activiteit van het bedrijf bewijzen evenals de faktuur of de aankoopakte van deze goederen, samen met het aflossingstableau;

b) het stuk dat de aangerekende eenheidsprijzen rechtvaardigt en het stuk dat het produktieverlies rechtvaardigt, indien de toelageaanvraag het herstel van de schade aan het plantleven bedoeld;

c) de faktuur die de verhuiskosten rechtvaardigt en het stuk dat de herhuisvestingskosten rechtvaardigt;

d) de erelonen en de kosten, provisioneel of definitief, opgesteld door de in artikel 7 aangeduide deskundige.

Daarenboven kan de belanghebbende elk stuk dat hij nuttig vindt voor het onderzoek van zijn dossier indienen.

**Art. 11.** Binnen de vijftien dagen, bericht de Secretaris van het Fonds de goede ontvangst van de aanvraag door een ter post aangetekende brief.

In voorkomend geval meldt het ontvangbewijs de stukken welke dienen opgestuurd te worden om het dossier volledig te maken.

**Art. 12. § 1.** Zodra het dossier volledig is, stelt de secretaris van het Fonds een samenvattend verslag op, welk, met name, de conclusies van de in artikel 4 van het dekreet bedoelde vaststelling ontmoet.

Het voorschot wordt toegekend door de Minister op basis van het door de secretaris van het Fonds opgesteld verslag.

Een afschrift van de beslissing van de Minister wordt aan de belanghebbende bekend gemaakt door een ter post aangetekende brief.

§ 2. Een nader onderzoek kan toegekend worden aan de in artikel 4 van het dekreet bedoelde ambtenaren en deskundige door de secretaris van het Fonds en door de Minister.

Het verslag van het nader onderzoek wordt op het secretariaat van het Fonds neergelegd door de ambtenaren en deskundigen binnen de veertig dagen vanaf de bekendmaking van de beslissing waardoor zij aangeduid zijn.

§ 3. Een afschrift van de beslissing wordt door een ter post aangetekende brief aan de belanghebbende bekend gemaakt.

**Art. 13.** Indien het voorschot bestemd is om de herstellingskosten te dekken wordt het verreffend bij het voorleggen van de facturen betreffende de uitvoering van de werken.

**Art. 14.** Indien het voorschot vereffend is, verwittigt de Secretaris van het Fonds de gedagvaarde partijen onmiddellijk ervan overeenkomstig artikel 3 van het dekreet door een ter post aangetekende brief.

**Art. 15.** Indien het voorschot hoger is dan de door definitief vonnis toegestaan toelage, wordt het verschil zonder interesten aan het Fonds terugbetaald.

**Art. 16.** De voorschotsgerechtigde die dit besluit niet in acht neemt of die valse verklaringen doet is gehouden de door hem ontvangen bedragen terug te betalen.

#### HOOFDSTUK V. — *Inkomen van het fonds*

**Art. 17.** De belastingen aan het Fonds welke verschuldigd zijn door de in artikel 12, § 1, van het dekreet bedoelde personen zijn evenredig met het volume van het afgenomen grondwater.

Nochtans wordt dit volume enkel in acht genomen voor de personen die grondwaterwinningen uitbaten waarvan het volume hoger is dan 100.000 m<sup>3</sup> jaarlijks afgenomen.

Zij geven, in het begin van het jaar en vóór 30 maart ten laatste, de hoeveelheid grondwater afgenomen tijdens het vorig jaar aan. Deze aangifte wordt opgesteld op een formulier welk aan het bestuur moet gevraagd worden.

**Art. 18.** De belastingen worden berekend op basis van het volume van grondwater afgenomen tijdens het vorig jaar.

Ieder jaar bepaalt de Executieve, voor het lopend jaar, het bedrag van de belasting per afgenomen m<sup>3</sup> zodanig dat de inachtneming van het door artikel 21, eerste lid bevestigd beginsel verzekerd is.

Een reserve van 100 miljoen franken zal tijdens de twee eerste jaren samengesteld worden om de onvoorziene uitgaven welk het Fonds zou moeten toestaan te dekken.

**Art. 19.** De belastingen zijn opeisbaar binnen de maand volgend de verzending bij een ter post aangetekende brief door het Fonds van een betalingsbericht. Zij worden geregeld door stortingen op een postrekening aangevoerd op de zetel van het Fonds.

#### HOOFDSTUK V. — *Beheer van het Fonds*

**Art. 20.** De zetel van het Fonds is die van het bestuur.

De secretaris en de boekhouder van het Fonds worden door de Executieve aangeduid.

**Art. 21.** De begroting van het Fonds verzekert het evenwicht tussen de ontvangsten en de uitgaven, de in artikel 18 bedoelde reserve niet inbegrepen.

Het Fonds gaat over tot een lening van kort termijn enkel in aanvullend geval en in geval van tijdelijke tekortkoming van zijn eigen beschikbaarheden.

**Art. 22.** De inningen van het Fonds gebeuren door middel van de Postchequedienst.

**Art. 23.** De financiële verrichtingen van het Fonds worden dagelijks opgenomen; er wordt een dagboek per verrichtingstype gehouden.

Deze verrichtingen worden maandelijks opgeteld in een centraliserend dagboek welk de wijzigingen van beschikbaarheden die er van voortvloeien doet voorkomen. Binnen de maand volgend het einde van elke semester worden de staat van beschikbaarheden en zijn schommeling ten opzichte van het vorige semester medegedeeld aan de Minister en aan de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. Er wordt een rechtvaardiging van de schommelingen ingeleverd.

Voor 31 maart van elk jaar overhandigt het Fonds aan de Minister en aan de Minister voor Begroting een jaarlijks verslag van zijn activiteit tijdens het afgelopen jaar evenals een balans op 31 december van het vorige jaar.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 24.** Bij de vereffening van het Nationaal Fonds van voorschotten verzekert het Fonds de opdrachten en verplichtingen overgedragen aan het Gewest.

De overgedragen dossiers waarvan het onderzoek niet voleindigd is worden aangevuld en behandeld overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Indien de voorwaarden van toekenning van het voorschot hun gunstiger zijn krachtens dit besluit, kunnen de slachtoffers een bijkomende aanvraag indienen.

**Art. 25.** Het hoofdstuk II en het artikel 19 van het dekreet evenals de bepalingen van dit besluit zullen in kracht treden op de datum waarop de overdracht van de opdrachten en de verplichtingen van het Nationaal Fonds van voorschotten zal gebeurd zijn.

**Art. 26.** De Minister wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 oktober 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen,  
de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken,

Ch. AUBECQ

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

A. LIENARD